LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire — Prix : 1 F

Parait le mercredi ● 17 juillet 1968

N° 4

CITROEN : LA DIRECTION ATTAQUE

(Voir page 7)

VERS LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

LES événements de mai-juin représentent sans conteste un tournant dans la vie du mouvement révolutionnaire, tournant chargé de promesses pour l'avenir.

Mai 68 a été une démonstration éclatante de la validité des idées révolutionnaires. Il a tracé à travers le déroulement même des événements, une ligne de démarcation nette entre ceux dont l'activité visait le changement révolutionnaire de l'ordre social et les défenseurs plus ou moins avoués de l'ordre capitaliste. C'est la leçon même des faits qui a mené des milliers de jeunes, travailleurs et étudiants, à trouver dans les idées « gauchistes » l'expression consciente de leur propre volonté de transformation sociale.

L'avenir dépend maintenant de la capacité du mouvement révolutionnaire à capitaliser cet acquis de confiance que lui ont valu ses idées et son action. Nous avons déjà écrit à plusieurs reprises dans nos colonnes que cela n'est possible que si le mouvement révolutionnaire est capable de surmonter sa division en de multiples tendances indifférentes sinon méfiantes les unes envers les autres.

Leurs ennemis communs, tant la bourgeoisie que les bureaucraties syndicales et politiques confondent déjà dans une même haine tous ceux qui combattent pour la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour la société socialiste. Lutter pour la fusion des forces qui, jusqu'ici, combattirent en ordre dispersé ; et surmonter pour cela les obstacles, les incompréhensions, les écueils, voilà le devoir le plus impérieux de tout révolutionnaire à l'heure actuelle.

L'objection que l'on rencontre le plus fréquemment même parmi les révolutionnaires les plus sincèrement désireux de voir l'extrême gauche posséder la force organisationnelle à la mesure de ses idées concerne l'apparente incompatibilité entre l'efficacité et l'absence de centralisme conçue comme monolithisme. On trouve parfois dans cette objection comme un écho des positions du P.C.F., réaffirmées encore par Waldeck Rochet au cours de la récente session du Comité central ; celui-ci affirme doctement à l'intention de ceux qui critiquaient l'étouffant monolithisme de son parti et le caractère bureaucratique de sa direction que « un parti dit ouvrier où il n'y a ni unité de vue ni unité d'action et où chacun tire de son côté et prétend faire ce qui lui plaît ne peut pas diriger la classe ouvrière et les masses populaires et les conduire à la victoire », et d'ajouter « qu'on nous reproche en somme d'être trop organisés, on voudrait nous voir divisés, écartelés en une demi-douzaine de tendances... »

Le rapprochement entre les positions du P.C. et celles de bien des révolutionnaires n'est pas fortuit. L'idéologie stalinienne a contaminé le mouvement ouvrier à un tel point que le monolithisme apparait comme la contrepartie obligatoire de l'efficacité.

Dès lors les uns craignent qu'une fusion n'aboutisse dans l'intérêt même de l'efficacité, à un étouffement de foisonnement d'idées qui fit la richesse du mouvement de mai, alors que les autres prétendent que le fait d'être « écartelés en une demi-douzaine de tendances » enlève au futur parti toute chance de diriger un jour les luttes du prolétariat.

Pourtant l'unité dans l'action non seulement n'exclut pas la libre confrontation des idées, celle-ci est même la condition pour que l'action se fasse sur une base saine. Le parti bolchevique n'avait rien à voir avec la caricature mensongère qui sert de modèle à Waldeck Rochet. Il a connu au cours de son histoire de nombreuses tendances et parfois même des fractions. Ses militants avaient parfaitement le droit et même le devoir de défendre publiquement leurs idées même quand elles étaient en contradiction avec les positions officielles du Parti. Nul ne s'étonnait alors des polémiques parfois violentes entre les rédacteurs des différents articles dans les colonnes mêmes de l'organe central du Parti, qui ne ressemblait en rien à l'insipide et docte monotonie de « L'Humanité ». Un parti révolutionnaire ne peut forger ses militants dans la servilité ou dans le désintéressement des idées.

Aussi il ne s'agit pas de cacher que les divergences politiques qui séparent les tendances révolutionnaires sont importantes et parfois graves. Mais il serait impossible et même nuisible de demander aux uns et aux autres de renier leurs convictions. C'est l'épreuve de l'action et l'expérience des faits qui se chargeront de sélectionner les idées. Mais pour que cela soit, il faut que le mouvement révolutionnaire ait une prise sur les événements et il n'en aura réellement que s'il est uni.

Ce qui semble le plus difficile à surmonter, c'est que les divergences ne sont pas seulement politiques, elles concernent la conception même du parti. Mais même là, c'est à l'expérience de trancher, car si les différents courants révolutionnaires attendent, avant de s'unir, de se convaincre les uns les autres par la seule discussion, ils pourront attendre longtemps. Les événements, eux par contre, n'attendent pas.

Bien sûr l'unification des forces révolutionnaires actuelles ne donnera pas ipso facto un parti capable de mener la lutte du prolétariat à la victoire. Un tel parti se forgera à travers de longues années de lutte, et c'est précisément à travers ces luttes qu'il peut gagner la confiance du prolétariat, clarifier ses propres idées et réapprendre le respect et l'estime des militants et des tendances minoritaires, mais sincèrement révolutionnaires, et que le stalinisme avait anéanties par des méthodes de gangsters. L'unification n'est pas une fin, c'est un début.

Les événements de mai ont déjà fait faire un pas important dans ce sens. Non seulement parce que des militants de diverses tendances qui naguère s'ignoraient quand ils ne se combattaient pas, se sont retrouvés coude à coude dans l'action. Mais aussi parce que depuis, toute une partie des préventions plus ou moins justifiées a été surmontée. Des militants révolutionnaires que les divergences importantes séparent ont appris à lutter ensemble dans les entreprises, dans les quartiers, dans les différents comités et à faire front contre leurs adversaires communs. Ils découvrent, à travers le combat quotidien qu'ils mènent ensemble que, si ce qui les sépare est parfois très important, ce qui les unit est fondamental.

L'ETAT AUGMENTE LES IMPOTS ET SUBVENTIONNE LES CAPITALISTES

(Voir page 3)

VIETNAM : SUR QUELLES BASES LES NEGOCIATEURS PEUVENT-ILS COMPOSER ?

(Voir page 2)

Mitrailleurs vietcongs : ils savent que le début des négociations ne signifie pas la fin des combats. (Photo AFP)

le faux cas de conscience de monsieur Waldeck Rochet

FALLAIT-IL DÉCLENCHER L'INSURRECTION EN MAI ?

(Voir page 4)

A NOS LECTEURS

Etant donné la fermeture de nombreuses entreprises, « Lutte ouvrière » interrompra sa parution au mois d'août.

Le numéro 5 paraîtra le 24 juillet et le numéro 6 paraîtra le 28 août.

MOCZAR, DUBCEK
DEUX VOIES VERS UN MEME BUT

LA semaine où la « Pravda » a lancé de violentes diatribles contre la « mollesse de la direction tchécoslovaque » à l'égard des forces « contre-révolutionnaires » et nationalistes, la session du comité central du Parti Communiste Polonais a marqué une nouvelle avance du groupe des « partisans ». Le chef de file de ceux-ci, le ministre de l'Intérieur Moczar accède parmi les dirigeants suprêmes du parti en devenant membre suppléant du bureau politique et secrétaire du Comité Central.

Les deux événements sont à rapprocher et pas seulement parce qu'ils le furent dans le temps. Ils illustrent ce qui est profondément commun dans l'évolution des Démocraties populaires mais ils éclairent aussi les différences qui motivent la dureté soviétique à l'égard des Tchèques.

En apparence — et les commentateurs ont lourdement insisté sur le fait — les deux pays semblent évoluer dans deux directions opposées.

Il est vrai qu'à chaque phase du conflit soviéto-tchécoslovaque, les dirigeants du Kremlin ont bénéficié du soutien de ceux de Varsovie. Il est vrai qu'alors que dans sa lutte avec Novotny, Dubcek a pu se prévaloir de la sympathie des milieux intellectuels et étudiants, c'est au contraire par l'efficacité de ses méthodes de répression à l'égard de ces mêmes milieux que Moczar a acquis ses principaux titres de gloire qui devaient le conduire dans les sphères les plus hautes.

Pourtant, si bien des choses semblent opposer l'évolution des deux régimes tchèque et polonais, évolution incarnée pour l'un par Dubcek et pour l'autre par Moczar, les deux voies mènent dans une seule et même direction.

Le « libéral » Dubcek et le « dur » Moczar ont une chose en commun : ils représentent chacun à sa manière une politique plus nationaliste, plus indépendante à l'égard de Moscou. Le nationalisme de Moczar n'a rien à envier à celui de Dubcek, il est même encore plus ouvertement affiché, encore plus agressif. L'exaltation des valeurs nationales, l'appel au patriotisme, l'antisémitisme le plus écœurant et le chauvinisme antirusse à peine déguisé sont pour ainsi dire la seule plate-forme politique du groupe des partisans.

C'est sur la base de cette politique que l'appareil dirigeant polonais est en train de sélectionner Moczar.

La signification de cette ascension sur le plan des rapports entre la bureaucratie soviétique et les Etats nationaux des Démocraties populaires est analogue à celle qui devait aboutir au remplacement de Novotny par Dubcek.

Les méthodes et les contextes sont différents, mais par l'intermédiaire de méthodes différentes l'ascension de l'un comme de l'autre des nouveaux dirigeants exprime un même processus : celui à travers lequel les Etats du glacis affirment leur indédance par rapport à l'U.R.S.S.

Désireuse de sauvegarder ce qui lui reste de l'emprise naguère totale sur les Démocraties Populaires, la bureaucratie russe ne voit certainement pas d'un œil favorable le choix des sphères dirigeantes polonaises en faveur du nationalisme ouvert de Moczar. Pourtant, alors même qu'elle tire à boulets rouges sur le régime tchèque, elle observe une étonnante discrétion à l'égard du régime polonais.

La grande différence entre la direction polonaise et celle de la Tchécoslovaquie réside dans leurs rapports respectifs avec leur assise nationale. Les dirigeants polonais ont l'air de contrôler parfaitement le processus de leur éloignement de Moscou. La promotion de Moczar et son influence sont le fait des plus hautes sphères du parti, elle ne doit rien à la rue ni de près ni de loin. Au contraire même, c'est le chef de file nationaliste qui était le promoteur et l'exécuteur de la répression brutale contre les manifestations d'étudiants, quand bien même celles-ci se sont faites au nom de l'indépendance nationale.

Avec Moczar, que sa politique plaise ou son, la bureaucratie soviétique sait à qui elle a affaire... Avec Dubcek aussi, certes. Mais alors que l'éloignement de la Pologne se fait à froid, sous le contrôle total de la direction politique, en Tchécoslovaquie le même processus se produit au milieu d'une effervescence qui, pour être limitée pour l'instant à certaines couches d'intellectuels, n'en risque pas moins de s'étendre sur de larges couches populaires.

Ce qui inquiète les bureaucrates russes dans le « cas tchèque » c'est moins le nationalisme des dirigeants — il faut bien s'en accommoder et encore une fois, sur ce plan Moczar vaut bien Dubcek — que la dynamique que recèle la situation elle-même.

Avec des dirigeants, même nationalistes antirusses, la bureaucratie garde toujours des chances de trouver un terrain de compromis qui lui permette de garder ces pays dans le camp soviétique, ne serait-ce que du fait de l'instabilité de ces régimes qui rend leurs tenants dépendants d'un éventuel appui russe contre leurs propres masses populaires.

Par contre une insurrection populaire, quel que soit son contenu politique, sera nécessairement dirigée contre la bureaucratie russe, principale force contre-révolutionnaire dans cette région du monde.

On ne sait pas si Dubcek couvre l'effervescence des intellectuels parce qu'il est persuadé de pouvoir la contrôler à son profit, ou parce que tout en déplorant les « excès », il ne peut rien contre. Ce que l'on sait en tous cas c'est que nationaliste pour nationaliste, la bureaucratie russe préfère un Moczar qui a acquis ses galons d'homme d'Etat responsable en matraquant des manifestants à un Dubcek qui n'a pas voulu ou pas pu imposer à la rue la seule politique admissible dans les conceptions des bureaucrates : le silence. A moins que, comme nous l'avons dit dans notre dernier numéro, les menaces russes à l'égard du peuple tchécoslovaque ne visent précisément à mettre Dubcek en position de pouvoir user contre les couches en effervescence de la politique dure de ses homologues polonais.

Une exécution au Biafra. (Photo AFP)

Les Massacres au Biafra : Héritage de l'Impérialisme

UN million de Biafrais seraient menacés par la famine.

« Des vautours ont pris position sur les murs entourant un camp de réfugiés, dans la ville biafraise d'Ikot-Ekpene, et attendent de foncer sur les cadavres de femmes et enfants en train de mourir de faim, a rapporté lundi à Londres, une personnalité du Fonds pour la sauvegarde de l'enfance. » (Reuter).

L'opinion internationale commencerait à s'émouvoir des massacres et de la famine qu'entraine la guerre sauvage qui se déroule au Nigeria entre le gouvernement central et la province sécessionniste qui a créé l'Etat du Biafra.

Des rapports alarmants parviennent de la Croix-Rouge internationale, et le président Johnson lui-même a lancé la semaine dernière un appel pour aider les réfugiés biafrais.

La Grande-Bretagne qui fournit en armes le gouvernement central de Lagos aurait même décidé de consacrer 250.000 livres sterling de secours. Enorme hypocrisie, car par ailleurs, le gouvernement britannique a refusé de suspendre ses livraisons d'armes à Lagos.

Aujourd'hui, les grandes puissances versent une larme apitoyée sur le Biafra, et tentent de dégager leurs responsabilités en envoyant des secours, et haussant les épaules d'impuissance devant le déchainement des haines raciales, si ce n'est tribales, qui seraient la cause de ces affrontements.

Mais en fait, les différentes puissances impérialistes et en tout premier lieu l'ex-puissance colonisatrice, la Grande-Bretagne, sont à l'origine de la situation désespérée de la population de cet Etat déchiré.

La Grande-Bretagne a toujours adopté au Nigeria, l'Etat le plus peuplé d'Afrique, une politique de division et d'exaspération des différentes ethnies les unes envers les autres. Les 58 millions d'habitants du pays sont divisés en trois ethnies principales : les Haoussas musulmans au Nord (30 millions), les Yorubas, musulmans eux aussi, au Sud-Ouest (10 millions) et les Ibos, chrétiens, au Sud-Est. Ce sont ces derniers qui forment la population du Biafra. Suivant une politique qui a toujours été classique pour l'impérialisme anglais, les Britanniques ont maintenu leur domination sur le pays en favorisant certaines ethnies contre les autres. Ce furent les Ibos qui furent ces privilégiés, parmi lesquels se recrutèrent les fonctionnaires, les intermédiaires, et qui se procurèrent la plupart des licences commerciales. Ils étaient haïs par les autres ethnies qui avaient plus de rapports directs avec eux qu'avec les troupes de la puissance coloniale.

L'indépendance intervint en 1960, et les Britanniques laissèrent au Nigeria les fruits empoisonnés de leur politique. Les Ibos avaient au départ tous les postes de commande politiques et dirigeaient la vie économique. Lorsqu'en 1966, après toute une série de troubles, le général Ironsi mit fin au simulacre de régime parlementaire qui avait cours et institua sa dictature en favorisant encore plus les Ibos, les Haoussas du Nord ripostèrent, et des luttes sanglantes se déroulèrent. Ironsi fut assassiné, un officier du Nord s'empara du pouvoir, et dès lors la situation s'inversa. Dans le Nord les Ibos furent pourchassés, massacrés, plusieurs dizaines de milliers perdirent la vie, et ils se replièrent dans leur région d'origine.

Cette région fit sécession et s'érigea en Etat sous le nom de Biafra. Les dirigeants Ibos espéraient, retranchés dans une province riche produisant les deux tiers du pétrole du pays, trouver des sympathies auprès des puissances impérialistes.

C'est ce qui se produisit au début l'opération semblait tourner comme un nouveau « Katanga ». Mais, le gouvernement central nigérien entamait la lutte et, partant à la recherche d'alliés, acceptait une aide soviétique. La Grande-Bretagne, inquiète de perdre ses intérêts dans le reste du pays, fit machine arrière et revint à la rescousse du gouvernement central ; au fur et à mesure que la guerre s'amplifiait le Biafra devenait de plus en plus isolé, abandonné. Les dirigeants Ibos qui comptaient sur le secours de l'impérialisme pour tirer leur épingle du jeu, avaient fait un mauvais calcul. L'impérialisme, lui, est gagnant qui n'a rien perdu de ses intérêts au Nigeria et qui voit l'affaiblissement du pays conséquence de la guerre, d'un œil favorable. Car le Nigeria étant le pays le plus peuplé, l'un des plus « évolués » d'Afrique, qu'il soit déchiré par des guerres intestines n'est pas pour déplaire aux grandes puissances. Malgré les dangers qu'une « balkanisation » pourrait entraine pour la stabilité des régimes africains, l'impérialisme préfère de loin des luttes internes « tribales » suivant sa phraséologie, à une unification des différentes ethnies et à une prise de conscience collective.

Aujourd'hui, devant la situation catastrophique qui règne dans le pays les dirigeants impérialistes feignent de s'attendrir. Mais leurs secours ne pèsent pas lourd devant la somme de massacres et l'étendue de la misère dont ils sont les responsables directs. Et leur attendrissement n'est qu'une écœurante hypocrisie.

VIETNAM :
SUR QUELLES BASES LES NEGOCIATEURS PEUVENT-ILS COMPOSER ?

LORSQUE le Président Johnson rencontrera le général Thieu à Honolulu, cela fera plus de deux mois que les pourparlers de Paris auront commencé. Quatorze ans après les Accords de Genève qui consacrèrent la séparation du Vietnam en deux, le peuple vietnamien continue la lutte contre l'impérialisme le plus puissant du monde avec un courage indomptable.

Car le préalable posé par les Vietnamiens pour entamer de véritables négociations, l'arrêt total et inconditionnel des bombardements, n'a pas reçu la moindre réponse des Américains.

Les fantoches de Saigon pendant ce temps, parlent du F.N.L. comme étant « sans influence réelle sur la population sud-vietnamienne » ! comme si le fait que les Américains soient assis aujourd'hui à la même table que le représentant du Vietnam du Nord, pour des négociations, ne prouvait pas le contraire !

Et ce n'est sans doute pas sans inquiétude, que le Général Thieu se voit convoquer par Johnson à Honolulu. D'ailleurs Thieu a lui-même déclaré « qu'un retrait progressif des forces américaines pourrait s'effectuer à partir de 1969 ».

Ce retrait, s'il a lieu effectivement, ne sera pas comme voudrait le faire penser Saigon, dû à la faiblesse du F.N.L., mais bien au contraire au succès de ses combattants qui auront amené les U.S.A. à négocier.

A Paris, à la 12e séance des pourparlers, le représentant des Etats-Unis, Mr Harriman, aurait tracé « les grandes lignes d'un programme de reconstruction de l'Asie du Sud-Est, dont bénéficierait le Vietnam du Nord et qui serait financé par les Etats-Unis, ainsi que par d'autres grandes puissances ».

La délégation Nord-vietnamienne n'a bien entendu pas accepté de discuter de cela, alors même que n'est pas réglé le problème des bombardements, objet des présents pourparlers.

Mais les propos de Harriman illustrent bien à quel prix les Américains sont prêts à négocier.

Ce qu'ils tenteront de faire accepter aux combattants du F.N.L., c'est de ne pas se lier au camp soviétique ou chinois, s'offrant eux à « aider » financièrement le Vietnam du Sud.

Car les U.S.A. peuvent effectivement accepter de lâcher Thieu et Ky et de les voir remplacer par un gouvernement où participeront le Front et une partie de la bourgeoisie vietnamienne. Il peut même accepter des expropriations et des nationalisations. Il peut retirer ses troupes du Sud-Vietnam, mais à condition que le nouveau gouvernement sud-vietnamien ne rejoigne pas le bloc « socialiste » c'est-à-dire ne se réunifie pas avec le Nord-Vietnam.

Le Vietcong pourrait être amené à accepter de négocier sur ces points qui constituent finalement l'essentiel de son programme, pour faire cesser une guerre qui coûte au peuple vietnamien des souffrances horribles, et cela depuis près de 30 ans.

Il lui faudrait alors renoncer à la réunification avec le Nord, ce qui serait une grosse concession à l'impérialisme. Mais le courage qu'ont montré les combattants vietnamiens et qui ne paraît pas près de faiblir, peut aussi contraindre les Américains à céder plus qu'ils ne le voudraient.

Quel que soit le résultat de la rencontre d'Honolulu, quel que soit l'avenir des pourparlers de Paris, les Vietnamiens auront montré au monde entier, que la seule manière de faire reculer l'impérialisme, c'est de l'attaquer, c'est de le combattre.

L'ETAT AUGMENTE LES IMPOTS ET SUBVENTIONNE LES CAPITALISTES

AVANT de s'installer dans le fauteuil du Premier ministre, M. Couve de Murville est passé en coup de vent au ministère des Finances, non sans avoir laissé la marque de son bref intérim : deux milliards et demi d'impôts nouveaux. Cela, paraît-il, correspond à ce que coûte à l'Etat les conséquences des mouvements de grève dès mois de mai et juin.

Les C.R.S. chargent à Flins (Photo AFP)

OÙ EST LA PEGRE ? OÙ SONT LES ASSASSINS ?

"DANS l'état actuel de l'enquête, il est établi que les forces de l'ordre n'ont à aucun moment fait usage de leurs armes. Il est clair qu'un car de police, attaqué par des groupes mêlés aux manifestants a été incendié et que des armes y ont été dérobées. » Voilà ce que déclarait Y. Guéna à l'issue du Conseil des Ministres du 12 juin au sujet de la mort de Pierre Beylot, ouvrier chez Peugeot tué par balle. Et bien sûr on laissait entendre que ce seraient les manifestants qui s'étant emparé des armes d'un command-car... la suite était laissée à l'imagination.

Près d'un mois plus tard, grâce à une enquête à Sochaux, une grande découverte était faite : « Il ressort que cinq ou six membres des C.R.S. ont fait usage de leurs armes au cours des corps à corps qui ont opposé les manifestants aux forces de l'ordre ». Mais tout n'a pas encore été résolu puisque « aucun d'entre eux n'a pu préciser avec exactitude son angle de tir »...

Dans un mois, dans un an, on apprendra peut-être qu'un C.R.S. a effectivement tué ce jeune ouvrier de Peugeot, mais par ailleurs on nous expliquera que c'était un cas de légitime défense, et la police sera félicitée une fois de plus pour n'avoir fait qu'un mort (il y a eu un deuxième mort à Sochaux, mais, bien entendu, il ne s'agit encore que d'un malencontreux accident).

Par ailleurs, il vient aussi d'être révélé publiquement que le jeune homme trouvé mort au cours de la manifestation du 24 mai n'a pas été tué par arme blanche comme il avait été annoncé, mais par un éclat d'une chose mystérieuse, qui pourrait bien être une grenade. A l'époque, la presse avait pourtant mis en cause les manifestants en laissant entendre que dans la pègre descendue dans la rue, les règlements de compte étaient faciles. Il s'avère encore une fois que les assassins ne sont sûrement pas du côté des manifestants. Si la nouvelle vient seulement d'être rendue publique, elle était connue depuis longtemps, mais avait été gardée secrète. La version du règlement de compte était bien bonne à exploiter pour tenter de dresser contre les manifestants une partie de l'opinion publique.

Il a fallu beaucoup de temps, il en faudra encore beaucoup et la vérité risque de ne jamais percer dans ces affaires.

Il aura fallu bien moins de temps pour expulser des étrangers. Il aura fallu bien moins de temps pour interdire des organisations d'extrême-gauche.

Aujourd'hui la police est à l'honneur. On vient de créer une promotion « Défense de l'ordre ». On décerne la légion d'honneur et on décore les C.R.S. Mais ces tristes parades ne sauraient faire oublier le comportement véritable des forces de l'ordre. Les travailleurs et les étudiants n'oublieront pas.

Comment chiffrer ces dépenses supplémentaires ? Qu'est-ce qui peut être considéré comme dépenses supplémentaires, en quoi consistent-elles ? Seuls des spécialistes ayant accès aux comptes de la Nation pourraient y voir clair. L'homme de la rue, le téléspectateur ou le lecteur de « France-soir » peut se crever les yeux devant des chiffres interprétés pour lui démontrer la folie des journées de mai, il n'en retirera qu'une impression : la note est lourde, il faut la payer !

Deux milliards et demi supplémentaires à trouver pour ramener l'impasse budgétaire à 10 milliards 125 millions.

L'Etat avait équilibré ses comptes In prévoyant un déficit de 1 900 millions, puis il a admis un déficit plus important de 5 500 millions et enfin un déficit de 10 125 millions.

Nous étions en mai, voilà que les travailleurs revendiquent et se mettent en grève. Pour payer de meilleurs salaires aux travailleurs de la fonction publique et embaucher quelques milliers de fonctionnaires, l'Etat doit dépenser 2 milliards et demi de plus.

Le déficit de plus de 10 milliards initialement prévu n'inquiète pas le gouvernement. Il compte le résorber par l'inflation, qui comme chacun sait, provoque la hausse des prix et par conséquent est mise à la charge des consommateurs. Ces 10 milliards ce sont les dépenses courantes de l'Etat qui en sont la cause, et ce sont les sociétés capitalistes qui en sont les bénéficiaires, sous forme d'allégement des charges fiscales, subventions à l'exportation, etc., etc.

Mais les 2 milliards et demi, conséquence des accords de Grenelle, le gouvernement tient à les mettre en vedette pour des raisons politiques et faire la démonstration de ce que coûte l'action ouvrière.

Les travailleurs en revendiquant de meilleurs salaires ne font que réclamer leur dû. L'Etat patron voudrait faire marcher son entreprise avec des salaires dérisoires. Et pourtant il y a un an il a doublé le prix des transports, publié les fameuses ordonnances sur la Sécurité sociale pour permettre à ses activités d'être rentables et de réaliser la « vérité des coûts ». Mais bien diluées dans la loi de finances les augmentations des prix ont servi à subventionner les capitalistes.

Pour exiger leur part de salaires les travailleurs de la fonction publique comme ceux du secteur privé ont dû se mettre en grève. Le gouvernement avait négligé de prévoir cette facture de 2 milliards et demi pour rémunérer le travail alors qu'il prévoyait allègrement d'honorer une facture 4 fois plus élevée présentée par les profiteurs de l'exploitation capitaliste.

Mais puisque les travailleurs sont venus réclamer une partie de leur dû en frappant le poing sur la table et qu'il a bien fallu leur donner en partie satisfaction, il faut trouver les crédits. Pas question de rogner sur les crédits accordés au soutien du capital. Ces crédits servent à soutenir l'économie face à la concurrence, à la protéger par l'entretien d'une armée et d'une police chargée de maintenir l'ordre bourgeois. Pas question d'y toucher.

Alors il ne reste que le vieux système des impôts. On pourrait les faire supporter aux travailleurs. Mais ceux-ci vont déjà avoir à faire les frais de la hausse des prix, conséquence de l'inflation due au déficit budgétaire de 10 milliards. Sous forme de hausse des prix il sera plus facile de faire supporter 10 milliards aux travailleurs en en reportant la responsabilité sur la conséquence des grèves. Mais leur faire supporter en plus 2 milliards et demi directement sous forme d'impôts après l'accès de colère du mois de mai, cela risque d'être dangereux. Le gouvernement a décidé de frapper à une autre porte.

Ce sont les catégories sociales dites les plus favorisées qui feront les frais de l'opération. D'abord ce sont les contribuables qui paient plus de 5.000 F d'impôts par an qui devront subir une taxe supplémentaire. En fait, un célibataire qui gagne 2.400 F par mois, un ménage avec 2 enfants où rentre 4.000 à 5.000 F par mois seront frappés. Bien sûr ce ne sont pas les plus pauvres mais ce ne sont pas non plus des capitalistes, ce sont des salariés bien payés, rien de plus, et dont le standing est beaucoup plus proche de celui d'un ouvrier que de celui d'un vrai bourgeois.

Nous ne voulons pas verser des larmes sur le sort de ces catégories sociales favorisées d'autant plus que la plupart du temps des gens qui la composent se considèrent comme proches des patrons et à ce titre, sont dans bien des cas, intervenus contre la grève (mais ils n'ont pas manqué d'empocher la totalité de leur salaire pendant cette grève ainsi que l'augmentation de 10 % qu'elle a rapportée. Le journal « Le Monde » indique qu'un cadre qui a un salaire mensuel de 10.000 F (1 million ancien) paiera 7.110 F d'impôts de plus par an. Oui, mais ce cadre qui gagne 120.000 F par an aura bénéficié des 10 % de salaires dus aux accords de Grenelle et empochera 12.000 F de plus par an grâce à une grève qu'il n'a pas voulue et qu'il a bien souvent combattue. Il lui restera encore un bénéfice de 5.000 F que l'Etat lui prendra encore en partie sous forme d'augmentation de la vignette auto, de son scotch ou sur l'achat d'un bateau de plaisance, etc. En fait, l'Etat lui reprend en partie ce que les travailleurs lui ont gagné par la lutte.

Il n'en reste pas moins que l'Etat en ayant l'air de frapper à la tête des grosses fortunes s'en prend aux collaborateurs pour ne pas dire aux larbins des capitalistes mais surtout pas aux capitalistes eux-mêmes. Seuls quelques petits capitalistes seront touchés par la taxe spéciale sur les sociétés par actions et qui se débrouillaient pour échapper à l'impôt sur les bénéfices en comptant toute la famille comme salariés honoraires de l'entreprise.

Mais même là il y a des moyens de frauder le fisc. Les voitures de tourisme immatriculées au nom de l'entreprise et qui servent aux déplacements personnels des P.D.G. et de leur famille sont frappés d'un impôt élevé. Mais les constructeurs d'automobile ont tourné la difficulté. En ajoutant un rétroviseur ou autre bricole et en peignant quelques numéros ils baptisent une voiture de tourisme « commerciale » et le tour est joué.

Le gouvernement a décidé d'augmenter les impôts d'une partie des salariés aisés. Cela provoque évidemment, et d'ailleurs avec juste raison, la réaction de la Confédération Générale des Cadres. Cela provoque aussi la réaction du C.N.P.F. dont une partie des adhérents des petites et moyennes entreprises sont touchés par la taxe spéciale sur les sociétés par actions qui prévoit une taxe minimum. Les grosses sociétés ne sont évidemment pas touchées puisque de toute façon elles dépassent de loin le minimum. Un troisième mécontent ce sont les constructeurs d'automobiles que l'augmentation de la vignette auto va gêner dans la vente des voitures au-dessus de 7 CV fiscaux et les constructeurs de bateaux de plaisance que la suppression de l'exonération de la T.V.A. va obliger à majorer leurs prix de 25 %.

Mais ces mécontents le gouvernement pense qu'ils ne sont pas de ceux qu'on retrouve sur les barricades.

Comme il était difficile de faire supporter une charge supplémentaire aux travailleurs sans risque de réaction violente, l'Etat a jugé bon de faire payer une catégorie sociale un peu privilégiée. Mais ce que paieront les cadres comme les travailleurs ce sera de toute façon pour que le capital puisse continuer à investir et à engloutir les produits de l'exploitation dans le gouffre de la concurrence capitaliste.

« Lutte Ouvrière »
est en vente dans les kiosques et librairies.

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissance.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

Pour le PCF

L'ENNEMI PRINCIPAL N'EST PAS LE GAULLISME MAIS LE "GAUCHISME"

COMME on pouvait s'y attendre, le Comité Central du P.C.F. réuni à Nanterre pour tirer le bilan des luttes de mai-juin, a approuvé l'activité du Bureau politique pendant les événements et a voté à l'unanimité le rapport de Waldeck Rochet.

Les critiques qui auraient pu parvenir jusqu'au Comité central, n'auraient pas résisté aux arguments du secrétaire général.

Une telle unanimité n'étonne plus personne. Le P.C.F., au cours de sa longue carrière, a su prendre tant de virages brusques sans cesser d'être fidèle à lui-même c'est-à-dire au stalinisme, qu'il semble définitivement prémuni contre tout opposition intérieure.

Une fois de plus, les velléités d'opposition des intellectuels au début des événements, les remous, les tensions, les crises profondes en milieu enseignant et ouvrier du Parti, tout cela sera resté sans écho. « Ceux qui sont mécontents n'ont qu'à partir. Et s'ils ne partent pas tout seuls, on les poussera un peu. » Telle est en substance la teneur de l'avertissement lancé par le secrétaire général à l'adresse de ceux qui ne se rangeraient pas dans l'unanimité officielle. Le Parti a eu raison. Le Parti ne peut pas se tromper.

Et pour mieux éclairer ses dires et ses intentions, le P.C.F. vient de préciser sa ligne politique : « l'orientation de l'effort principal » doit porter sur « le danger le plus pressant qui est aujourd'hui le gauchisme ».

Ce n'est pas une orientation nouvelle, mais faisant suite à un développement sur les rapports entre les revendications immédiates et la perspective socialiste, cette affirmation peut sembler pour le moins déplacée.

Certains commentateurs de la presse bourgeoise se sont étonnés de cet acharnement « idéologique » du Parti. Après la poussée à droite manifestée aux élections et l'apparent triomphe du gaullisme, le seul ennemi que le P.C.F. se propose de combattre se trouverait donc sur sa gauche ?

Cet étonnement est de pure forme. Personne ne s'est étonné de voir le Parti pendant les événements traiter les étudiants et les « gauchistes » de provocateurs, d'aventuriers, et d'agents du pouvoir. Personne si ce n'est les premiers concernés, les étudiants, et surtout certains militants et sympathisants du Parti lui-même.

Et c'est là précisément que le bât blesse. On ne peut comprendre la violence et l'acharnement du P.C.F. à combattre les « gauchistes », si l'on ne comprend pas à quel point les idées « gauchistes » ont troublé les militants pendant les événements de mai-juin. Ce fut particulièrement visible la première semaine quand de nombreux militants étudiants et enseignants du P.C.F. se retrouvèrent au coude à coude sur les barricades avec des milliers d'étudiants qui criaient : « nous sommes tous des enragés ». Ce fut surtout sensible le 13 mai lors de la grande manifestation centrale à Paris qui vit défiler côte à côte Séguy et Cohn-Bendit, Descamps et Geismar. A ce moment-là pour de nombreux militants de base il n'y avait plus de « gauchisme », il y avait un immense mécontentement populaire qui, pour la première fois depuis dix ans, avait l'occasion de s'exprimer. Et si la grève avec occupation d'usine qui devait suivre quelques jours plus tard, n'était nullement voulue par la C.G.T. et le P.C.F. elle n'en fut pas moins souvent l'œuvre de militants de base qui pensaient qu'enfin « ça y était ». Mais les appareils politiques et syndicaux surent reprendre les choses en mains et canaliser ce bel enthousiasme vers la défense des usines « contre les étudiants » et tourner le mouvement politique vers les interminables commissions catégorielles. Ils avaient pour ce faire l'avantage du nombre et de l'organisation. Le militant de base mobilisé 24 heures sur 24 au piquet de grève se voyait donner des objectifs économiques. Le but de cette politique était d'assurer aux appareils le contrôle du mouvement mais surtout d'isoler les militants, de créer autour d'eux le cordon sanitaire susceptible de les protéger contre la contagion « gauchiste ».

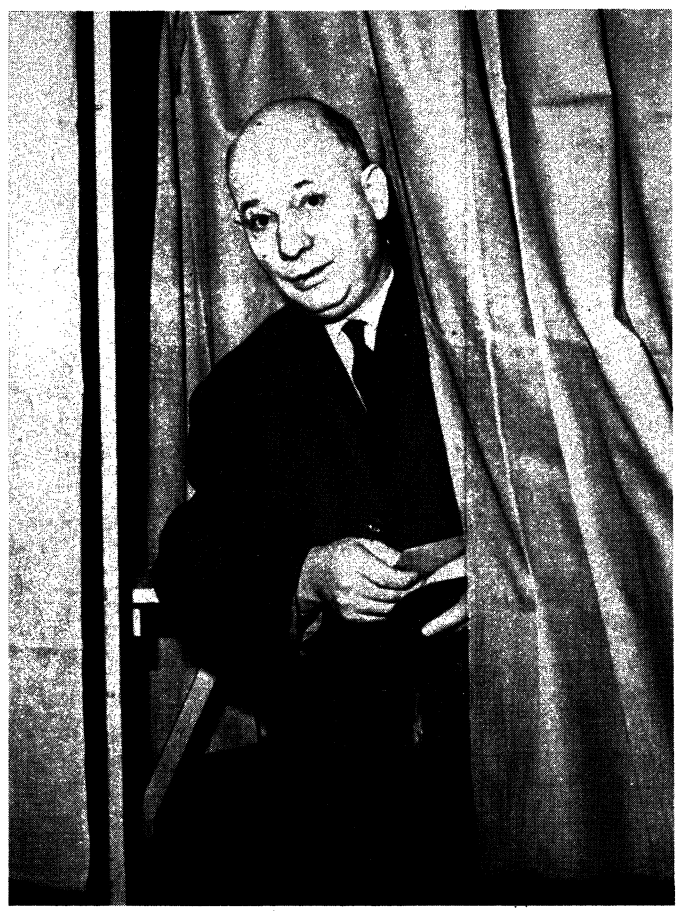
Car les idées dites « gauchistes » ne pouvaient pas ne pas rencontrer un terrain favorable chez les militants dévoués du parti car elles ne faisaient qu'exprimer la volonté d'approfondir la crise politique jusqu'à ses conséquences dernières. Il aurait fallu être aveugle pour ne pas voir que mai 68 pouvait marquer la chute du gaullisme. Certes renverser le capitalisme, c'était une autre affaire. Mais ce qui était à la portée des travailleurs c'était la chute de de Gaulle et son remplacement par un gouvernement de gauche. Il ne fallait pas être « gauchiste » pour voir cela. Et les militants du parti y ont cru, quelques jours. Ils y ont cru parce qu'ils étaient dix millions de travailleurs installés dans la grève et que la rue leur appartenait. Ils y ont cru parce qu'ils avaient la force de le faire réellement. Mais en bradant la grève et les manifestations de rue pour des élections faussées d'avance, le P.C.F. a fait déposer les armes aux travailleurs et à ses propres militants.

Et pour leur faire déposer les armes, pour faire accepter la reprise il fallait bien présenter les partisans de la grève comme des aventuriers, des spécialistes de la provocation, il fallait faire du mot « révolutionnaire » une insulte ou pis encore une dangereuse déviation. Il fallait traîner dans la boue Geismar et Sauvageot, faire de Cohn-Bendit l'agent de la Chine communiste ou de la préfecture de police (au choix) et transformer les étudiants en brûleurs de voitures, en incendiaires irresponsables, quand on n'allait pas jusqu'à dire que les barricades avaient été préparées au congrès UD Ve de Lille. Agents objectifs du pouvoir ou agents directs, le pas est vite franchi. Il s'agissait de ne pas discuter des idées des révolutionnaires. Surtout de ne pas discuter. Et pour rendre la discussion impossible le moyen le plus sûr et le plus éprouvé était bien sûr la calomnie la plus éhontée, la plus ordurière, la plus révoltante. Il fallait à ce point déconsidérer les leaders du mouvement étudiant, devenus par la vertu du P.C.F. des aventuriers « gauchistes », que le militant de base ne puisse que se détourner d'eux avec dégoût et mépris.

Ainsi le Parti traverserait la tourmente et faciliterait le retour à l'ordre sans que le militant de base ne s'aperçoive ni de l'occasion manquée, ni de la trahison pourtant manifeste. Ensuite on fera de grandes campagnes d'explications pour démontrer que l'occasion n'était pas favorable, que la classe ouvrière n'était pas prête, que la situation n'était pas assez mûre, etc. Et confiant dans le temps qui amène l'oubli, le P.C.F. redeviendra le seul parti d'opposition de la classe ouvrière, celui qui aura toujours été à la pointe du combat.

Certes cette vieille tactique portera ses fruits sur bon nombre de militants, mais les plus lucides resteront profondément si ce n'est définitivement ébranlés. Ceux qui ont vu que le P.C.F. n'agitait l'épouvantail « gauchiste » que pour mieux camoufler sa politique droitière. Ceux qui ont vu qu'il n'y avait pas de « gauchisme », mais des idées révolutionnaires pénétrant de larges masses de jeunes étudiants et de jeunes travailleurs, ceux qui ont vu le pouvoir gaulliste chanceler et le P.C.F. tout mettre en œuvre pour le raffermir.

Bien qu'il lui ait déclaré la guerre, le P.C.F. ne viendra pas à bout du « gauchisme ». Ni dans son sein, ni hors de lui. Il n'en viendra pas à bout, car ce que le P.C.F. qualifie de « gauchisme », n'est que l'expression consciente et conséquente, même si elle est encore confuse, de la nécessité objective de la révolution. Une révolution que la société tout entière appelle depuis cinquante ans et à laquelle le stalinisme a tourné le dos.



W. Rochet : Vient-il de confesser un « gauchiste » ?
(Photo AFP)

le faux cas de conscience de Mr Waldeck ROCHET:

FALLAIT-IL DÉCLENCHER L'INSURRECTION EN MAI ?

LE Parti Communiste Français se devait de tirer les leçons des événements de mai et juin. Qu'un mouvement populaire d'une telle ampleur, qu'une grève générale de 10 millions de travailleurs aient été suivis, dans l'immédiat, par une défaite électorale de la gauche en général et du P.C.F. en particulier mérite en effet une analyse sérieuse.

C'est maintenant chose faite. Dans un long rapport dressé devant le Comité central réuni tout spécialement à Nanterre les 8 et 9 juillet et publié par « L'Humanité » du 10 Waldeck Rochet a livré ses conclusions. Il est sans aucun doute inutile d'ajouter qu'elles ont été « approuvées à l'unanimité ».

Elles sont claires. Félicitations au Parti et à sa direction, c'est-à-dire à Waldeck Rochet lui-même, sur toute la ligne.

Grâce à sa vigilance, grâce à son sang-froid, le P.C.F. a évité à la classe ouvrière « l'aventure sanglante et sans espoir ». Celle dans laquelle, de concert, gaullistes et « gauchistes » cherchaient à la pousser. Heureusement, Waldeck Rochet était là car le plan gaulliste était ourdi de longue date. Rochet a même « toutes les raisons de considérer » qu'il daterait du congrès U.N.R. tenu à Lille... à la fin de l'an dernier. Quel dommage qu'il ne nous donne pas ses raisons ! On a peine à croire que l'U.N.R. a pu de sang-froid envisager le déclenchement d'une grève générale ; A moins que ce ne soit l'œuvre des « gaullistes de gauche » ?

On connait le penchant de Wallon et de Capitant pour les « grèves insurrectionnelles ».

L'ensemble de l'analyse du secrétaire général du P.C.F. est à la hauteur de ces prémices. Ecoutons-le :

« En réalité, le choix à faire en mai était le suivant :

— Ou bien agir en sorte que la grève permette de satisfaire les revendications essentielles des travailleurs et poursuivre en même temps, sur le plan politique, l'action en vue de changements démocratiques nécessaires dans le cadre de la légalité. C'était la position de notre parti.

— Ou bien se lancer carrément dans l'épreuve de force, c'est-à-dire aller à l'insurrection y compris en recourant à la lutte armée en vue de renverser le pouvoir par la force. C'était la position aventuriste de certains groupes ultra-gauchistes. »

L'insurrection — tout révolutionnaire sérieux en convient — ne peut pas être déclenchée sans que les conditions politiques d'abord, techniques ensuite soient réunies. Elles ne l'étaient pas en mai dernier. C'est certainement vrai. Et c'est encore plus vrai que le P.C.F. a fait tout ce qui était en son pouvoir pour qu'elles ne le soient pas ni sur le moment ni plus tard.

Mais si l'insurrection n'était pas possible, dans l'immédiat, il y avait d'autres choses qui, elles, l'étaient parfaitement.

Il était parfaitement possible de continuer à coordonner, après Grenelle, la grève des 10 millions de salariés, d'en faire une force unique et immense, d'exiger que satisfaction soit donnée sur le plan national aux revendications qui étaient celles de tous les travailleurs : salaire minimum mensuel de 1 000 F, retour immédiat aux 40 heures par semaine, augmentation de 200 F par mois pour tous, etc...

C'était même le seul moyen pour que les grévistes, sur le strict plan économique, et « sans aller au-delà des objectifs pour lesquels la classe ouvrière avait engagé le combat », pour rester sur le terrain où Waldeck Rochet entend se placer, aient réellement satisfaction.

Il était parfaitement possible aussi d'organiser ces dix millions de travailleurs qui venaient d'entamer cette formidable grève. Il était possible de créer partout des comités de grève ou d'action, élus par tous les travailleurs, sous leur contrôle, d'établir des liaisons entre ces comités, entre les usines, entre les quartiers, entre les villes, entre les régions. Bref, en un mot, il était possible de faire de la classe ouvrière une force politique organisée.

C'est cette organisation qui aurait pu changer radicalement la situation politique et les rapports de force dans le pays. Elle aurait donné confiance aux travailleurs. Pendant la grève générale d'abord qu'il aurait été bien plus difficile de brader. Après la grève ensuite, quand les travailleurs font l'expérience comme actuellement que leurs conquêtes sont remises en cause par le gouvernement et le patronat et que leur lutte doit continuer sinon s'amplifier et s'approfondir.

Elle aurait donné confiance aussi à d'autres couches de la population : les étudiants bien sûr, mais aussi les paysans, et certaines autres couches petites bourgeoises qui auraient regardé vers la classe ouvrière comme une force effectivement capable d'influer sur la société sinon de la réorganiser. Aussi paradoxal que cela puisse paraître à Waldeck Rochet et consorts, cela seul aurait sans doute changé complètement le résultat des élections législatives... s'il y avait tout de même eu des élections. Voilà ce qu'auraient pu être les grandes lignes d'une politique révolutionnaire dans les journées de mai et juin. Ce n'était pas encore, on le voit, l'insurrection. Celle-ci, pour ne pas être l'aventure, ne doit venir qu'à son heure. Mais c'était un renforcement considérable de la force politique de la classe ouvrière et un pas effectif vers le pouvoir ouvrier.

Au lieu d'œuvrer à cela les dirigeants du P.C.F. ont choisi de ramener l'ordre par tous les moyens en leur pouvoir. Ils ont choisi de faire en sorte que tout redevienne comme avant. En empêchant partout la formation de comités de grève élus et contrôlés par les travailleurs, ils ont laissé passer l'occasion d'organiser la classe ouvrière.

En refusant de coordonner l'ensemble de la grève après Grenelle, en laissant chaque secteur se débrouiller seul face à ses patrons, ou au gouvernement, en faisant reprendre pratiquement sur les bases du « protocole » partout repoussé d'abord par les travailleurs, ils n'ont même pas permis que « les revendications essentielles des travailleurs soient pleinement satisfaites », contrairement à ce que prétend Rochet.

Oui, il y avait bien un choix entre deux politiques possibles en mai 1968.

Ce n'était pas celui que nous présente aujourd'hui le Secrétaire général du P.C.F. Ce n'était pas celui entre l'insurrection et la lutte légale, mais entre une politique révolutionnaire qui corresponde aux intérêts des travailleurs et celle qu'a menée le P.C.F... qui n'a répondu qu'aux vœux et aux intérêts de la bourgeoisie.

TRIBUNE LIBRE

Mai a créé LES CONDITIONS DE L'UNITÉ

Comme nous l'avons précisé dans le N° 2 de LUTTE OUVRIERE, nous ouvrons une tribune libre sur les problèmes relatifs à la construction du parti révolutionnaire. Cette tribune est ouverte à toutes les tendances du mouvement révolutionnaire ainsi qu'à tous les militants qui désirent intervenir dans cette discussion.

LA rédaction de « Lutte ouvrière » a eu raison de poser le problème du regroupement des organisations révolutionnaires. Il serait naïf de ne voir là qu'un désir généreux, né de l'enthousiasme des journées de mai ou de l'esprit réaliste qui commande de faire bloc face à la répression. Mai 68 a bouleversé la France, et plus profondément que ne le croient les myopes de la grande presse qui se remettent de leurs émotions.

Ce n'est pas ici le lieu de décrire comment tout l'édifice de la société bourgeoise, endormie dans l'automystification de la « stabilité néo-capitaliste », s'est révélé irrémédiablement miné par ses contradictions insolubles et lézardé du haut en bas. Ne retenons que les conséquences de ce bouleversement pour le mouvement révolutionnaire. Elles ne sont pas uniquement **subjectives.** Il s'agit, pour nous, de beaucoup plus que la compréhension de la nécessité de forger d'urgence, pour les grandes batailles prochaines, un parti révolutionnaire assez nombreux pour agir dans tous les secteurs décisifs, susceptible de cristalliser autour de lui toutes les forces actives du prolétariat par la manifestation de sa responsabilité et sa capacité à fournir les mots d'ordre adéquats à la situation ainsi que la stratégie d'une offensive victorieuse. Il s'agit maintenant de la possibilité **objective** d'un tel regroupement comme produit des changements de la situation elle-même.

Il est bien connu que les scissions sont la rançon des reculs, et les unifications la sanction des montées. C'est particulièrement net en ce qui concerne le mouvement trotskyste. En France, le reflux de 1938-40 vit sa dispersion, la montée de 1944 son unification ; le recul du mouvement ouvrier à partir de 1947 est suivi d'une nouvelle chaîne de ruptures ; la montée révolutionnaire dans les pays coloniaux favorise la réunification mondiale de 1963, mais il est caractéristique qu'elle laisse à l'écart deux pays comme la France et l'Angleterre.

Au fond des débats théoriques qui opposent les courants et semblent abstraits aux observateurs superficiels, journalistes et politiciens, il y a les changements de rapports de forces et les transformations sociales. Au cours des deux dernières décennies la base réelle des divergences entre révolutionnaires a été essentiellement, à notre avis, la distorsion du mouvement révolutionnaire à l'échelle mondiale. Le système impérialiste s'était affaibli d'abord à sa périphérie, dans sa sphère coloniale. C'est là que la révolution était la plus facile à **commencer.** Mais là aussi où les réalisations socialistes étaient le plus susceptibles d'avortements ou de déformations bureaucratiques, du fait de l'insuffisance des bases matérielles et des faiblesses superstructurelles. Parmi ces dernières, les carences des directions révolutionnaires se révélèrent d'autant plus grandes que l'influence corruptrice du stalinisme avait été plus profonde.

Il reste que le phénomène de l'activité révolutionnaire polarisé dans le « tiers monde » entraîna maints révisionnismes sur la base de la mise en doute du caractère révolutionnaire du prolétariat des pays avancés. D'un côté des néo-réformismes, de l'autre — plus estimables et plus remédiables — des messianismes de la révolution coloniale. Dans le mouvement trotskyste, si ces extrêmes n'avaient pas cours, on trouvait cependant de ces déviations des formes atténuées : d'une part le trotsko-syndicalisme de l'O.C.I. où le verbalisme radical sert de couverture à l'opportunisme pratique ; de l'autre le pablisme, avec sa démission politique devant les « directions de fait ». Il faut d'ailleurs admettre que la détermination d'une juste ligne était délicate entre le besoin d'aide des révolutions de la zone sous-développée et les tâches de la zone développée où les signes de maturation révolutionnaire n'apparaissaient guère qu'à une infime minorité.

Mai 68 change tout et permettra de régler les problèmes théoriques parce qu'il en élucide les données pratiques. Les révisionnistes ont beau arguer d'un reflux qu'ils ont permis, pour réaffirmer, avec M. Duverger, que la révolution est impossible, la preuve du contraire a été donnée, et une large avant-garde s'en est maintenant persuadée. Les théories sur la disparition du prolétariat et la différenciation des travailleurs en diverses classes opposées dans leurs fins ont volé en éclats dans l'alliance solide amorcée entre travailleurs et étudiants, ouvriers et techniciens. La révolution dans les pays sous-développés n'en perd pas sa valeur, mais on peut désormais la restituer dans son cadre mondial (outre que l'écho de mai au Brésil permet aussi de dépasser le « guérillisme » schématique d'un Debray).

Aucun événement, à coup sûr, aussi important soit-il, ne règle **automatiquement** les problèmes d'organisation. Toutefois, mai 68 permet de dépasser bien des débats qui avaient leur source dans le retard historique de la révolution socialiste en Occident, retard lui-même imputable en grande partie au poids de la dégénérescence stalinienne, maintenant promise à la mort.

Tous les révolutionnaires sont impliqués dans cette reconsidération générale. Et nous ne doutons pas que les problèmes d'organisation trouveront leur solution au travers d'une juste évaluation des leçons de mai 68. Mais, plus que tous autres, les trotskystes sont à même de tirer rapidement ces leçons, d'en finir avec la vieille calomnie selon laquelle ils seraient incapables de s'unir, et ainsi de donner le branle au regroupement révolutionnaire espéré de tous. De tels moments favorables doivent être saisis. Sans doute dépend-il de nous que sonne bientôt cette heure de la IV^e^ Internationale, dont Trotsky garda la certitude de l'échéance jusque sous le fer de son assassin.

Michel LEQUENNE.

MONSIEUR DUVERGER ET LA REVOLUTION

MONSIEUR MAURICE DUVERGER a publié dans "Le Monde" du 12 juillet un article intitulé « Une révolution impossible », article intéressant en ce sens que débarrassé de toutes les insultes et les calomnies qui encombrent la prose stalinienne dès qu'il s'agit de polémiquer avec les révolutionnaires ou leurs idées, il montre bien tout ce qu'il y a de commun dans l'argumentation du P.C.F. et des réformistes classiques.

M. Duverger fait mine de discuter une « nouvelle théorie de la conquête révolutionnaire du pouvoir dans les sociétés industrielles ». Nouvelle, parce que, selon lui, « avant mai 1968 on jugeait une révolution impossible dans les pays très industrialisés ». Remarquons-le en passant, ce « on » est bien vague, et il n'a surtout pas une grande réputation d'intelligence. Car enfin, si les idées révolutionnaires n'étaient défendues que par des groupes de militants numériquement faibles, des « groupuscules » même si cela peut faire plaisir à M. Duverger, elles existaient néammoins, et mai 1968 a justement prouvé qu'elles n'étaient pas encore bonnes à classer au musée des idées mortes.

Cette « nouvelle théorie révolutionnaire » n'est en fait nouvelle que pour M. Duverger. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les révolutionnaires ont découvert que la jeunesse, et les étudiants en particulier, pouvaient jouer « le rôle d'avant-garde », du moins en ce sens qu'ils sont les premiers à se mettre en lutte. Ce n'est pas d'aujourd'hui non plus que les révolutionnaires ont expliqué que l'organisation de la grève générale pouvait être un moyen de poser concrètement la question du pouvoir.

M. Duverger en est resté au « mythe du grand soir ». Ce n'est pas étonnant qu'il découvre des idées nouvelles. Mais ce mythe, ce n'est pas les révolutionnaires qui l'ont forgé, ce sont les intellectuels bourgeois, afin de mieux pouvoir discréditer les idées socialistes, et d'effrayer les vieilles filles de tous sexes. Ce sont en quelque sorte les ancêtres de M. Duverger.

Celui-ci nous dit encore : « la nouvelle théorie révolutionnaire méconnait que la masse des travailleurs n'est pas vraiment disposée à la révolution, » « (Les) mécontentements ne peuvent être confondus avec une volonté révolutionnaire. »

Mais qui a jamais prétendu que le prolétariat était révolutionnaire en permanence, qu'il se posait consciemment le but de construire un ordre nouveau ? S'il en était ainsi, le problème serait réglé depuis longtemps, il n'y aurait même pas eu besoin, précisément de révolution, car la société capitaliste ne peut survivre que parce que la classe ouvrière y est « intégrée », pour reprendre un mot cher à M. Duverger, non par le confort, le frigidaire ou la machine à laver, mais par ses préjugés, par ceux que la société bourgeoise et ses professeurs lui ont inculqués, parce qu'elle n'a pas conscience, sauf en de rares périodes historiques, de sa force, et de ses intérêts généraux propres.

Et même lors de ces périodes historiques privilégiées que l'on appelle périodes révolutionnaires, la « masse des travailleurs » ne se pose pas le problème du pouvoir comme un but en soi. En octobre 1917, les ouvriers et les marins de Pétrograd étaient surtout conscients de la nécessité de défendre leurs conquêtes, les soviets, contre la réaction. Il n'empêche que ce faisant, ils ont été amenés à détruire la vieille machine d'Etat bourgeois, et à prendre eux-mêmes le pouvoir. Et c'est cela qui compte.

C'est en ce sens, celui de ses perspectives et de ses possibilités historiques, que la classe ouvrière est révolutionnaire. Et elle l'est en 1968 comme elle l'était en 1917.

Mais M. Duverger montre plus loin le bout de l'oreille. Car il tire les conclusions qui s'imposent, naturellement, de son analyse. Et ces conclusions, c'est qu'il ne faut surtout pas essayer de faire la révolution. Ce serait faire le jeu de la droite. Le professeur de sociologie cède le pas au chantre de la résignation.

C'est ainsi nous dit M. Duverger que « Dutschke aide... la croissance du N.P.D. en Allemagne Fédérale. Cohn-Bendit a favorisé en France la défaite électorale de la gauche. » Et il ajoute : « On n'a pas assez remarqué que la victoire du général de Gaulle en 1968 a finalement la même signification que sa victoire de 1958. Dans les deux cas, il a été porté au pouvoir par un raz de marée de droite — soulevé par l'opposition à la révolte algérienne il y a dix ans, par l'opposition à la révolte étudiante le mois dernier. Dans les deux cas, il a aussi empêché ce raz de marée de trop submerger la nation et d'y détruire totalement la démocratie. »

Mais c'est faire beau jeu de la vérité historique. Car en fait de raz de marée, qu'avons-nous vu ? En mai 1958, l'extrême droite disposait effectivement de troupes, à la fois parmi l'armée et parmi la population « pied-noir ». Mais cela en Algérie seulement, ou plus exactement dans les grandes villes algériennes, car il y avait déjà longtemps que le bled était contrôlé par les combattants du F.L.N. En mai 1968 ; la droite a certes trouvé des centaines de milliers de gens à faire défiler sur les Champs-Elysées. Mais que représentaient-ils ces gens-là, face aux millions de travailleurs en lutte ? Rien, absolument rien. Le seul raz de marée auquel on ait assisté a été la grève générale. Les victoires de la droite en 1958, comme en 1968, ont été des victoires purement électorales, et cela même indique leurs limites. Et ces victoires ont été obtenues par le chantage à la guerre civile, œuvre non seulement de de Gaulle, cela n'aurait pas suffi, mais de toute la gauche qui lui a joyeusement emboîté le pas, exactement comme M. Duverger commence dès aujourd'hui à préparer ce même chantage pour la prochaine occasion.

Il ose d'ailleurs conclure : « (Si de Gaulle) était demain renversé par de nouvelles barricades, de nouvelles occupations de faculté et d'usines, de nouvelles manifestations de rues, sa place ne serait vraisemblablement pas prise par la gauche. Il est beaucoup plus probable qu'un régime à la Pattakos succéderait alors au régime gaulliste. Les étudiants révolutionnaires n'auraient été que les fourriers du fascisme ».

Moralité : « Soyez bien sages, remerciez de Gaulle d'avoir empêché le raz de marée de droite de trop submerger la nation, et attendez bien sagement 1972 pour voter pour l'opposition ».

Seulement M. Duverger n'oublie qu'une chose, c'est que si la bourgeoisie a recours un jour au fascisme, ce ne sera pas contre quelques dizaines ou même quelques milliers « d'enragés ». Ce sera parce que la société se trouvera devant des contradictions insolubles, ce sera devant un danger révolutionnaire réel, et elle ne pourra recourir à cette solution que si les organisations ouvrières se montrent de nouveau incapables d'emmener le prolétariat au combat, et à la victoire, et de donner une issue socialiste à la crise.

Elle ne pourra recourir à cette solution que si, faute d'une authentique direction révolutionnaire, la classe ouvrière ne trouve pour parler en son nom, que des gens tenant le langage de M. Duverger. En un mot que si la gauche n'accepte de jouer d'autre rôle que celui précisément, de « fourrier du fascisme ».

LE 14 JUILLET DES "ENRAGES"

14 JUILLET 1789. Paris est en colère. On parle d'un coup de force du roi contre l'Assemblée Nationale. Les Parisiens ne signent pas de pétitions, ils ne vont pas défiler dans le calme et la dignité. Ils s'emparent de la Bastille, symbole de l'arbitraire policier. Ils exécutent même son gouverneur et promènent sa tête au bout d'une pique. Devant cette démonstration de la force et de la détermination populaire, le roi recule.

Curieuse ironie des choses, ce sont ceux à qui le mot révolution fait horreur qui « célèbrent » aujourd'hui l'anniversaire de la prise de la Bastille. Des minets gaullistes qui descendaient samedi soir les Champs-Elysées en klaxonnant leur tititi-tata aux plumitifs de service du P.C.F. qui ne vont pas manquer de ressentir une noble émotion patriotique en évoquant le souvenir de la « grande révolution démocratique », tous ces gens-là qui, pendant deux mois, ont dénoncé la « pègre » et la violence commémorent précisément l'une de ces journées insurrectionnelles de la Révolution française auxquelles il n'est même pas question de comparer les barricades du quartier Latin.

Il est vrai que ces « provocateurs », ces « enragés»-là, sont morts depuis longtemps et que leur action sonnait le glas de l'ancien régime et ouvrait la voie du pouvoir à la bourgeoisie française. C'est d'ailleurs cela que les bourgeois et leurs valets ont commémoré.

Mais ne sont-ils pas infiniment plus proches de l'esprit de Paris de 1789, ces jeunes « enragés » qui manifestèrent dans la nuit du 13 au 14 juillet, affrontant courageusement le « service d'ordre » ? Ils nous rappellent en tout cas qu'il y a encore bien des bastilles à prendre.

LA RETRAITE DE POMPIDOU

AINSI donc l'inébranlable Pompidou, celui que de Gaulle ne voulait pas « lâcher » dans son discours de mai, n'est plus. Ou du moins n'est plus premier ministre

Ce fut quand même une surprise sur laquelle on n'a pas fini d'ergoter. Car enfin, après la reprise du travail et le succès gaulliste aux élections rien n'obligeait de Gaulle à se séparer de Pompidou. Son règne semblait au contraire assuré. Certains veulent voir là le signe d'une disgrâce, le P.C.F. va jusqu'à interpréter ce départ comme une conséquence tardive de mai, une concession à la volonté populaire. C'est une hypothèse qui ne tient pas debout, de Gaulle a montré le cas qu'il faisait de la volonté populaire et il n'a jamais fait de cadeau à personne.

Couve de Murville
(Photo AFP)

Sur la permanence de la ligne politique qui sera suivie par le gouvernement, il ne peut y avoir de doute. L'équipe de Couve de Murville ressemble comme deux gouttes d'eau au ministère Pompidou, à quelques unités près, le gouvernement est le même. Le remplacement de Pompidou par Couve de Murville apparait bien comme une affaire de personne. Ce n'est pas la politique de Pompidou qui est ainsi remise en cause. Mais c'est sa personnalité que l'on met à l'écart pour la préparer peut-être à un autre avenir. Ce n'est pas parce que Pompidou n'accepte pas la « participation » qu'il s'en va. L'opportunisme et la soumission à de Gaulle qui lui tiennent lieu de ligne politique s'accomoderaient de bien d'autres modifications. Ce n'est même pas parce qu'il est trop « usé », son prestige de chef du gouvernement et de la majorité n'avait jamais été aussi grand.

Pompidou
(Photo AFP)

Non, son départ est un acte politique, vraisemblablement élaboré par l'état-major gaulliste. Celui que depuis plusieurs années on s'est efforcé de présenter comme un dauphin possible, voire comme le seul probable, se retire de l'avant-scène politique. Laissant à d'autres le soin « d'éponger » les débordements de mai, il part avec l'auréole d'un homme d'ordre, ferme et débonnaire, rusé et intransigeant. Il laissera le souvenir d'un homme à poigne et sa légende sera dans l'avenir sa meilleure carte de visite.

Car la bourgeoisie dispose pour la servir d'un large éventail d'hommes politiques, de tendances et de personnalités diverses. Des hommes éprouvés dont certains sont même définitivement marqués. C'est le cas de Mendès France, l'homme des situations difficiles pour la bourgeoisie française. Pompidou n'a pas cet honneur. Mais s'il se retire aujourd'hui, c'est peut-être précisément pour garder intact son « caractère » politique, pour éviter l'usure. Demain la bourgeoisie fera peut-être de nouveau appel à lui. Comme chef de gouvernement, comme chef de parti ou encore comme successeur de de Gaulle à la présidence de la République. Cela dépendra des circonstances beaucoup plus que de Pompidou lui-même. De Gaulle a ses fidèles, la bourgeoisie a ses serviteurs. Les uns comme les autres servent des intérêts qui sont totalement opposés aux nôtres. Et si la bourgeoisie connait et honore les siens, nous les connaissons aussi et nous saurons les reconnaitre sous quelque masque qu'ils arborent.

Un Premier ministre chasse l'autre. Mais pour nous c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

LA CONTESTATION : UN PAS EN AVANT

LE mot à la mode c'est la contestation. Les étudiants contestent, les ouvriers contestent.

La contestation n'est pas la panacée universelle, elle n'est pas un but. Elle se peut être qu'une étape. Dans notre société divisée en classes et dominées par deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat, la classe au pouvoir, la bourgeoisie, conteste aux autres classes, petite bourgeoisie, paysannerie, mais surtout au prolétariat, le droit de s'occuper des affaires publiques. Maitresse du pouvoir économique par la possession des moyens de production, usines, machines, banques, elle entend également rester maitresse du pouvoir politique. Elle entend conserver tous les leviers de commande de l'administration de l'appareil législatif, juridique, et exécutif et de ses annexes indispensables des forces de répression.

Le maitre-mot des représentants de l'ordre bourgeois c'est que la loi doit être respectée, qu'il faut se soumettre à la légalité. C'est pour eux facile. Quand ils ont besoin de faire quelque chose qui n'est pas prévu par la loi, ils ne se mettent pas dans l'illégalité. Ils font une loi. Si l'appareil administratif est trop lourd à remuer, ils demandent légalement les pleins pouvoirs à l'appareil législatif et gouvernent par décrets et par ordonnances. Par contre si une loi les gêne, ils la suppriment et la remplacent par une autre. Dans d'autres cas ils la complètent par des aménagements qui suppriment légalement les effets de la loi.

Il n'en va pas de même pour les travailleurs. Pour eux les rigueurs de la loi conservent toute leur force. Et à chaque fois que la loi leur donne un avantage, il y a un décret, une ordonnance ou une circulaire d'application pour en restreindre les effets.

Les travailleurs français ont obtenu il y a plus de 30 ans la loi de 40 heures et en 1968 un patron peut faire exécuter 54 heures de travail et même davantage dans une semaine sans encourir les sanctions légales.

Les travailleurs ont le droit de s'organiser pour défendre leurs intérêts. Mais alors que la bourgeoisie détentrice du pouvoir d'Etat peut disposer d'une force armée considérable pour défendre les siens, les travailleurs qui pour défendre leurs droits s'avisent de s'armer d'un manche de pioche ou tout simplement d'un couvercle de poubelle pour se protéger des coups de matraques sont poursuivis comme de dangereux malfaiteurs.

Ainsi donc les capitalistes au pouvoir contestent aux autres classes sociales et en premier lieu au prolétariat le droit d'exister politiquement en les rejetant systématiquement dans l'illégalité. Les étudiants puis les travailleurs commencent à contester ce droit divin des capitalistes à gérer la société pour leurs intérêts et à placer les autres classes sociales dans l'illégalité.

Bien sûr cette contestation n'est pas suffisante. Il ne suffit pas de contester la société capitaliste il faut se donner les moyens de la remplacer par une autre société où les lois sont faites pour protéger les individus et non pour en asservir une partie aux intérêts d'une autre fraction. Mais le fait de contester ce droit divin des capitalistes est un immense progrès.

Hier en effet on parlait de revendication ; aujourd'hui on parle de contestation. Dans la revendication il y avait la reconnaissance de l'autorité du maitre. On lui demandait de nous accorder un avantage, on lui demandait même avec force, avec violence, on lui imposait de céder mais une fois la revendication satisfaite on lui conservait son autorité.

Plus même, on lui reconnaissait suffisamment d'autorité et de puissance pour exiger qu'il nous accorde nos revendications.

Avec la contestation c'est tout à fait différent. Nous ne disons plus « vous nous exploitez, nous exigeons que vous limitiez votre exploitation », nous affirmons : « votre société est pourrie, nous contestons ses buts, nous contestons ses moyens et si nous n'avons pas encore les moyens de la renverser pour la transformer, nous commençons par la contester sur toutes les formes qui nous sont directement accessibles ».

« Nous ne revendiquons plus de votre autorité, une limitation de notre exploitation, une amélioration de notre niveau de vie.

Nous contestons votre autorité, celle qui défend une société périmée, anachronique ; nous contestons le but de cette société, le profit, nous contestons sa forme l'exploitation, nous contestons ses lois, nous contestons ses dirigeants.

Et si nous ne revendiquons plus, si nous contestons, c'est que nous n'attendons plus rien de vous et que nous nous préparons à construire nous-mêmes une autre société. »

QUEL JEU JOUE LA DIRECTION DE LA CFDT ?

LES relations entre la C.F.D.T. et la C.G.T., qui n'étaient pas excellentes depuis quelques mois déjà, se sont encore détériorées un peu plus, au travers des événements de mai. La rupture ne s'est pas encore opérée officiellement, mais il semble, aujourd'hui, que le pacte d'unité de 1966 ait vécu.

Il est vrai que, face aux événements de ces dernières semaines, face aux grèves comme envers le mouvement étudiant, les deux confédérations ont adopté des positions différentes, souvent opposées. Tandis que la C.G.T. temporisait, freinant des quatre fers, la C.F.D.T. prenait, elle, une attitude souvent en flèche, que la C.G.T. lui reprocha, et continue de lui reprocher, avec véhémence.

Et pourtant, si l'on y regarde de plus près, l'activité des deux centrales s'est, au niveau confédéral, souvent inscrite dans un même cadre, pour quelquefois se confondre.

Si, sur le plan revendicatif, les thèmes de propagande étaient parfois différents, la convergence des positions confédérales s'est exprimée lors des discussions de « Grenelle ». Aucune direction, pas plus celle de la C.F.D.T. que celle de la C.G.T., ne se démarqua en dénonçant l'inconsistance des résultats obtenus. Et la C.F.D.T., tout comme la C.G.T., alla présenter les résultats de ces « dures négociations », toutes deux espérant les faire admettre aux travailleurs, ne faisant volte-face qu'au dernier moment, qu'après le refus de la base. La direction confédérale C.F.D.T. se retrouvant là aux côtés de la C.G.T.

Sur le terrain politique, les objectifs des dirigeants cédétistes convergeaient, là encore avec ceux de la C.G.T., dans leur désir commun de voir se résoudre la crise sur un plan parlementaire, par l'instauration d'un gouvernement de « gauche ». Certes, si des divergences apparaissent, la C.F.D.T. soutenant à fond l'opération Mendès, tandis que la C.G.T., dans le sillage du P.C.F., préconise l'avènement « d'un gouvernement populaire à participation communiste », c'est que les deux confédérations assurent de leur soutien deux formations politiques qui se veulent alliées, mais qui n'en sont pas moins rivales, au sein des « forces de gauche ». Et cette rivalité se transpose sur le plan syndical, le P.C.F. contrôlant la C.G.T., tandis que la C.F.D.T. accorde son soutien à la Fédération. La lutte qui se déroule, en mai, pour savoir autour de quel axe s'opérerait le regroupement de la gauche, pour savoir quelle forme prendrait l'alternative de « gauche » au gaullisme, cette lutte se déroule aussi par appareils syndicaux interposés, qui se disputent l'influence du mouvement ouvrier, non pour le mener au succès, mais pour en faire une force d'appoint aux formations politiques qu'ils soutiennent. Mais ces divergences s'inscrivent dans une perspective commune, celle de la victoire de la « gauche ». Alors, pourquoi cette détérioration de leurs relations ?

Est-ce parce que, au feu des barricades de mai, la C.F.D.T. aurait soudainement découvert sa vocation révolutionnaire. Nous l'avons vu, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique, Descamps ou Jeanson n'ont pas fait, en mai, preuve d'une hardiesse « révolutionnaire » remarquable. En dépit des reproches que leur fit Seguy, ils restèrent sagement dans les mêmes cadres que la C.G.T., et leurs actes démentaient leurs discours. Mais pourquoi alors ce langage, alors que la C.G.T., de mise en garde en condamnation, se plaçait, elle, résolument du côté de l'ordre ? Pourquoi la C.F.D.T., qui lors de sa fondation proclama ses intentions réformistes, a-t-elle pu se permettre, au niveau de sa direction, ce gauchisme verbal, qui la démarquait de la C.G.T. ?

C'est que dans la situation de mai, l'organisation d'E. Descamp a pu, bien mieux que celle de Seguy, utiliser les circonstances pour développer une attitude démagogique que ne pouvait se permettre la C.G.T. Car sa situation n'est pas la même, pour la C.F.D.T., ni vis-à-vis de la classe ouvrière, ni vis-à-vis de la bourgeoisie.

Vis-à-vis de la classe ouvrière, la C.F.D.T., organisation minoritaire sur le plan national, peut se permettre une certaine surenchère, qui sera pour elle, doublement payante puisqu'elle lui permet d'offrir un visage plus combatif et radical que sa rivale, la C.G.T., sans avoir pour autant la responsabilité majeure dans le mouvement, laissant ainsi à l'organisation majoritaire, le rôle de serre-frein qui la discréditera. L'opération est rentable en même temps qu'elle est sans grand risque.

Vis-à-vis de la bourgeoisie, ensuite, la C.F.D.T. n'a pas comme la C.G.T., à se démarquer de ses origines révolutionnaires. Elle n'a pas à prouver qu'elle n'est pas un instrument de subversion. Elle dispose, de ce fait, de coudées plus franches, et peut se permettre dès lors, quelques écarts de langage, dont on ne lui tiendra pas rigueur.

Cependant, souvent, à la base, les discours des dirigeants furent pris au mot. Nombre de militants de base agirent, non pas dans la perspective des Descamps et Jeanson, mais dans la volonté de voir le mouvement aboutir à la victoire. Ils se rangèrent aux côtés des travailleurs, se plaçant souvent parmi les plus combatifs. Ce n'est pas là le moindre paradoxe de la situation.

En effet, la C.F.D.T., depuis des années, développe une attitude qui, parce qu'elle est plus radicale, même s'il s'agit d'un radicalisme purement verbale, attire vers elle des éléments dynamiques et honnêtes qui n'ont pas conscience des manœuvres politiques de leurs dirigeants. Ce fut quelquefois le cas durant la guerre d'Algérie, le même chose se produit aujourd'hui. La position en flèche de la C.F.D.T., même si elle fut démagogique, polarise vers elle des éléments parmi les plus combatifs. Elle encouragea ceux de ces membres qui voient en elle l'expression d'un courant de gauche.

Les militants de la C.F.D.T. qui se sont montrés en pointe dans les luttes des mois de mai et juin ne visaient pas à installer au pouvoir un quelconque mannequin de gauche. Ils ont trouvé à la C.F.D.T. un climat plus démocratique qui leur a permis de faire preuve dans l'action d'une cambativité et d'une conscience plus grande.

Quel que soit le jeu des dirigeants de la C.F.D.T. c'est en fait la détermination de ces militants de base à lutter contre le régime d'exploitation et éventuellement à dépasser leur propre direction qui pourra faire échec aux manœuvres des politiciens et apporter au mouvement ouvrier la force de leur action.

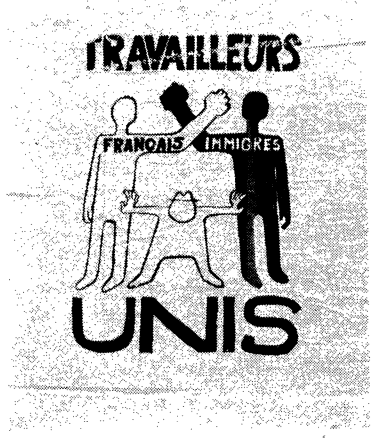
CITROËN :

LA DIRECTION ATTAQUE :

par la récupération...

LE samedi 7 juillet, malgré des pressions diverses exercées sur les travailleurs par les agents de secteurs, la direction Citroën n'était pas parvenue à faire récupérer la grève à la majorité des ouvriers de l'usine.

Aussi, dès le lundi, changea-t-elle de tactique. Elle décida de prolonger l'horaire normal journalier de 3/4 d'heure, la sortie s'effectuant désormais à 17 h 30 au lieu de 16 h 45.



Jusqu'à présent cette manœuvre n'a réussi qu'en partie puisque durant la semaine écoulée, plus de la moitié des travailleurs ont refusé la récupération.

Mais il faut constater un fléchissement certain dans le nombre de ceux qui continuent à sortir à l'horaire habituel c'est-à-dire à 16 h 45. Ceci vient du fait que les agents de secteurs ont expérimenté un nouveau chantage sur les travailleurs étrangers. Ceux-ci sont appelés chez le chef d'atelier et on leur fait clairement comprendre qu'il se pourrait bien s'ils ne se montrent pas « raisonnables » que leur carte de séjour ne soit pas renouvelée. Dans d'autres cas, notamment à la première finition, les sbires de Bercot ont bluffé en menaçant de confisquer les cartes de séjour, ce qui bien sûr est illégal.

Mais toutes ces manœuvres de Bercot sont grandement facilitées par l'attitude des organisations syndicales qui ont adopté des positions très floues sur le problème de la récupération. La C.G.T. par exemple ne donne aucun mot d'ordre et se réfugie derrière ses slogans habituels (« force unie », « arracher de nouveaux succès », etc.). Cette attitude des directions syndicales, qui ont accepté dans le protocole d'accord le « principe » de la récupération se reflète évidemment dans celle de certains de leurs militants, en particulier chez certains délégués qui se contentent d'emboîter le pas aux travailleurs quand ceux-ci débrayent et leur conseillent... la modération.

Et pourtant les possibilités de riposte restent nombreuses. Des militants révolutionnaires parviennent chaque soir à faire débrayer leurs ateliers et leurs chaînes. Et jusqu'à présent, à chaque tentative de récupération, de nombreux travailleurs ont répondu sur le champ par des débrayages.

...et par les licenciements

A la réunion du Comité d'entreprise du 9 juillet, la direction a averti les organisations syndicales qu'elle allait licencier 925 mensuels dans un délai court.

Ceci constitue un licenciement collectif. Il frappera 50 ingénieurs, 425 techniciens, 150 agents de maîtrise et 300 employés administratifs. Pour se justifier, la direction argue de la baisse des ventes et de la faiblesse de la reprise.

La plupart des travailleurs frappés par cette mesure n'ont pas participé à la grève. Il en est même parmi eux qui ont accepté de jouer les jaunes en participant aux manifestations ou aux votes bidons organisés par la direction.

Brutalement, cette même direction leur rappelle qu'ils sont des exploités comme les autres et qu'il n'y a aucun cadeau à attendre d'un patron et que lorsque l'on ne se bat pas, on est les premiers à prendre les coups.

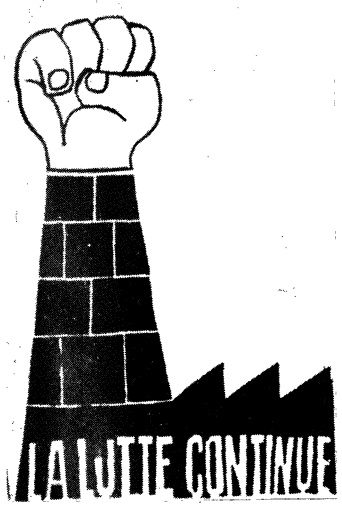
LA POLYMÉCANIQUE (Pantin) :

Après 10 jours de retour à la normale

QUELQUES jours après la fin de la grève à la Polymécanique de Pantin (1.200 ouvriers), qui dura un mois, la Direction prenait des mesures contre les ouvriers. L'horaire était relevé à 42 h et demi alors que le stock était supérieur à deux mois et demi avant la grève et qu'il ne pouvait guère avoir baissé puisqu'il s'agissait de moteurs de Mobylettes destinés à l'entreprise « Motobécane » de Saint-Quentin, elle même en grève pendant près de quatre semaines.

Ce maintien du stock à un haut niveau ne pouvait résulter que d'une volonté délibérée du patron de le faire peser en cas de nouveau mouvement de grève.

D'autre part, un ouvrier peintre, accusé d'avoir insulté son chef, fut licencié. En réalité il s'était rebellé parce que son chef lui faisait signe à travers le carreau de travailler plus vite.



Seul l'entretien et la menuiserie débrayèrent pour protester, les syndicats s'étant gardé d'appeler le personnel à quoi que ce soit.

Par ailleurs, au comité d'entreprise, il fut annoncé une augmentation de la cantine, gérée par une société extérieure. Cette augmentation était de 40 centimes dont 20 à la charge des ouvriers.

Là, le syndicat C.G.T. réagit, contrairement à l'attitude adoptée sur le problème de l'allongement de l'horaire où il n'avait même pas tenté de réunir une assemblée générale pour que les travailleurs puissent se prononcer.

Pour la cantine, la C.G.T. dénonça fort justement l'augmentation du prix du repas que l'on voulait présenter comme soi-disant résultant de l'augmentation des salaires du personnel de cantine.

« 0,40 F en plus par repas représentent 40 000 AF par jour (1 000 repas) » pouvait-on lire dans un tract. « Il y a 20 personnes à la cantine qui effectuent un horaire de 8 h par jour. Pour atteindre 40 000 AF il aurait fallu une augmentation de 250 AF de l'heure. Les femmes ont eu 25 AF soit dix fois moins que ne va rapporter l'augmentation du prix du repas. »

Si l'argumentation était juste, la méthode de lutte proposée l'était déjà moins : le syndicat demandait aux travailleurs d'apporter leur casse-croûte et de ne plus manger à la cantine. Il aurait mieux valu par exemple récupérer l'augmentation en ne payant pas son repas, une fois par quinzaine. En cas d'accord des ouvriers un piquet à la caisse aurait suffi à assurer l'opération. Mais toujours est-il que la grève du casse-croûte plut et qu'elle fut suivie.

Le troisième jour de ce mouvement, le patron convoqua les délégués et les traita d' « imbéciles et de cons ».

Dans un tract intersyndical diffusé le lendemain, les organisations syndicales relataient l'affaire et appelaient à un débrayage d'une demi-heure en réponse à l'insulte faite aux délégués. Dans le même temps ces derniers faisaient savoir qu'une plainte avait été adressée par lettre à l'Inspecteur du Travail à ce sujet ! Insultés mais légalistes jusqu'au bout ! Mais la surprise la plus grande pour les travailleurs ce fut lorsque le responsable syndical C.G.T. demanda aux ouvriers au cours du débrayage (qui fut suivi aux deux tiers seulement et assez mollement) d'arrêter la grève du casse-croûte.

Le prétexte invoqué : une prétendue menace du « marchand de soupe » de licencier les cantinières au cas où la grève se prolongerait.

Il y eut alors des mouvements divers parmi les ouvriers : « Alors c'était pas la peine de commencer », « de quoi on a l'air maintenant », « pas d'accord pour se déculotter », « s'ils licencient les cantinières, on arrête tous le travail ».

La C.G.T. fit alors donner son second ténor qui se présenta comme un homme « pondéré et modéré » et appela ceux qui n'avaient pas encore de casse-croûte à aller à la cantine en plus grand nombre possible. Quant aux autres, ils reprendraient le lendemain le chemin du réfectoire.

Et ainsi cette action pas méchante, démarrée par la C.G.T. elle-même, fut, au bout de trois jours avec deux insultes et trois menaces du patron, mise au rancart par les mêmes « gros bras » toujours prêts à casser du « gauchiste ».

Chez RENAULT :

IL EST IMPOSSIBLE DE CALCULER SA PAYE

CHEZ Renault, le paiement des heures de grève était prévu à 50 % comme dans beaucoup d'entreprises et comme en ont décidé les accords de Grenelle entre le gouvernement, le patronat et les organisations syndicales. Rien n'avait été prévu sur les conditions dans lesquelles se ferait cette indemnisation.

Depuis la reprise, en ce qui concerne les horaires OS, il y a eu 2 acomptes et 2 payes :

— un acompte de 300 F le 19 juin,

— un deuxième acompte de 350 F le 24 juin,

— une paye régularisant le mois de mai le 5 juillet,

— une seconde paye régularisant le mois de juin le 8 juillet.

D'autres payes doivent suivre : une le 22 juillet pour la première quinzaine du mois, la prime des vacances étant également réglée ce jour-là.

Une autre paye aura lieu le 31 juillet, consistant en une avance sur la deuxième quinzaine du mois ainsi qu'en une avance sur les conges payés.

Aussi beaucoup de difficultés et d'incompréhension surgissent à propos de cette floraison de bulletins de paye tous moins clairs les uns que les autres, les ouvriers se sentant frustrés et inquiets quant à ce qu'ils vont toucher ou ce qu'on risque de leur retirer.

En effet les acomptes perçus les 19 et 24 juin ont déjà été déduits en partie sur les payes des 5 et 8 juillet. D'autre part l'acompte du 24 juin le sera sur la paye du 22 juillet, ce qui fait que les sommes perçues ne sont à chaque fois pas bien grosses. En plus de cela le paiement des heures de grève est déterminé par un taux qui n'est le même pour personne et dont on ne sait d'où il vient, ni comment il est calculé. Certains ouvriers se retrouvent même avec des payes négatives, devant de l'argent à la Régie.

Les agents de maitrise placés devant les réclamations des ouvriers sont incapables de donner des explications, avouant eux-mêmes ne rien comprendre ! Il découle de tout cela que les pointeaux sont débordés de travail, la direction leur demandant de faire des heures.

Il eût été facile, pourtant, en ce qui concerne les heures de grève, de faire figurer sur les fiches de paye le montant de ce que l'ouvrier aurait gagné s'il avait travaillé et de diviser par deux.

Mais la direction n'aime pas les choses simples, trop faciles à comprendre. Elle préfère, comme c'est aussi le cas en période normale, s'ingénier à rendre la feuille de paye impossible à déchiffrer, ou tout au moins rendre cette vérification rebutante, afin d'éviter que les ouvriers sachent à quoi correspond leur bulletin de paye.

Il ne reste plus à la direction qu'à dire aux ouvriers qu'ils peuvent toujours remplir des réclamations, mais qu'en règle générale, on peut faire confiance à Anatole, monstre électronique chargé de calculer les payes.

Mais s'il est possible de faire confiance à un cerveau électronique, bien qu'il puisse avoir des défaillances, les ouvriers font beaucoup moins confiance aux cerveaux humains qui décident des salaires, surtout quand ceux-ci s'abritent sous des crânes de patrons et raisonnent d'abord en tant que tels.

Pour comprendre quelque chose à nos payes et pour savoir s'y retrouver afin de prévoir son budget en temps utile, il eût fallu que les ouvriers aient pu en décider eux-mêmes à partir des accords conclus avec la direction ou tout au moins en discuter. Il eût fallu que la direction fasse une information à tout le personnel et pas seulement par le canal de délégués afin que tous soient au courant de ce qu'ils vont toucher. Mais cela n'a été fait ni par la direction, ni par les syndicats censés nous représenter.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6e

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

Quand LÉNINE soutenait les "provocateurs" étudiants

EN juillet 1899 le gouvernement tsariste avait promulgué un arrêté qui lui permettait d'envoyer à l'armée les étudiants « subversifs » coupables d'opposition au régime. La première application de ce texte eut lieu en janvier 1901 contre 183 étudiants. A cette occasion Lénine écrivit un article dans le n° 2 de « L'Iskra » (février 1901) (Lénine Œuvres complètes, Tome IV, page 431), le journal de la fraction Bolchévik. Ce sont des extraits de cet article que nous reproduisons (le « Nouvel Observateur » en a d'ailleurs publié un certain nombre dans son dernier numéro).

Ce texte n'a bien entendu, aujourd'hui, qu'une valeur purement littéraire puisqu'il est évident pour tout le monde que ce n'est que dans la Russie « barbare » du début du siècle que le pouvoir résiliait le sursis des étudiants révolutionnaires, les envoyait en prison, faisait intervenir la police à l'Université, et tolérait que ses partisans violent des étudiantes.

Rien à voir, bien entendu, avec la France de 1968.

DES MEFAITS « EPOUVANTABLES »

Le gouvernement semble se hâter de justifier l'application d'une mesure de répression inouïe en présentant tout un acte d'accusation où les couleurs ne sont pas ménagées pour dépeindre les méfaits des étudiants.

Ces méfaits sont plus épouvantables les uns que les autres. Il s'est tenu l'été dernier, à Odessa, un congrès général des étudiants qui entendait organiser tous les étudiants de Russie pour susciter des protestations de toutes sortes à propos de divers événements de la vie académique, sociale et politique. Ces desseins politiques criminels ont valu à tous les étudiants délégués d'être arrêtés, leurs papiers ont été confisqués. Mais l'effervescence, loin de se calmer, ne fait que croître ; elle se fait sentir avec insistance dans beaucoup d'établissements d'enseignement supérieur. Les étudiants veulent pouvoir examiner et gérer en toute liberté leurs affaires communes. Mais l'administration, avec ce formalisme sans âme qui a de tout temps caractérisé la bureaucratie russe, répond par de mesquines vexations, pousse le mécontentement à son comble et conduit involontairement les esprits d'une jeunesse qui n'est pas encore enlisée dans la boue de la stagnation bourgeoise à protester contre tout le système d'arbitraire policier et bureaucratique.

LES FAITS

Les étudiants de Kiev exigent le renvoi d'un professeur qui a remplacé un collègue parti. L'administration résiste acculé la jeunesse à des « attroupements et manifestations » et... finit par céder. Les étudiants convoquent une réunion pour examiner comment peuvent se produire des faits aussi infâmes que le viol d'une jeune fille par deux étudiants royalistes (d'après un bruit qui court). L'administration condamne les principaux coupables au cachot. Ils refusent de se soumettre. On les exclut de l'université. La foule les accompagne démonstrativement à la gare. Une nouvelle assemblée a lieu, les étudiants demeurent sur place jusqu'au soir refusant de se séparer tant que le recteur ne sera pas venu. Le vice-gouverneur et le chef de la gendarmerie surviennent avec un détachement de soldats qui cernent l'université et pénètrent dans l'amphithéâtre...

UN GOUVERNEMENT « FORT »

Rien ne trahit mieux notre « tout-puissant » gouvernement que cette panique ... Instruit par des dizaines d'années d'expérience, le gouvernement est fermement convaincu qu'il est entouré de matières inflammables, qu'il suffit de la moindre étincelle, d'une protestation contre le cachot, pour allumer l'incendie. Or, s'il en est ainsi, il est clair que la répression doit être exemplaire : enrôlement forcé de centaines d'étudiants ! « Et les adjudants joueront les Voltaire ! » cette formule n'a absolument pas vieilli. Tout au contraire, il sera donné au vingtième siècle de la voir véritablement réalisée...

ORGANISER LA RIPOSTE

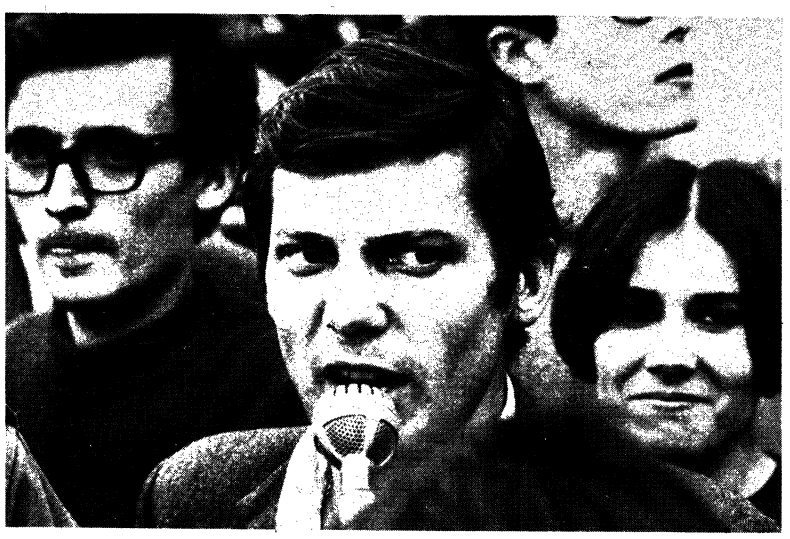
Jetez un coup d'œil sur le communiqué du gouvernement : il est émaillé de mots tels que : désordre, turbulences, excès, effronteries, licences. D'une part, on parle de but politiques criminels et de projets de protestations politiques ; d'autre part on traite les étudiants en simples fauteurs de désordre qui ont besoin qu'on leur apprenne la discipline... De la part des étudiants la seule réponse vraiment digne serait de mettre à exécution la menace de leurs camarades de Kiev, c'est-à-dire de déclencher une grève générale, ferme et soutenue, en exigeant l'annulation du Règlement provisoire du 29 juillet 1899...

L'INTERVENTION DE LA CLASSE OUVRIERE

Et tous les éléments conscients de toutes les couches de la population sont tenus de répondre à ce défi... A la tête de ces éléments conscients se trouvent les ouvriers d'avant-garde et les organisations social-démocrates (1) qui sont indissolublement liées avec eux. La classe ouvrière supporte constamment une oppression et des outrages infiniment plus grands de la part de cet arbitraire policier auquel viennent de se heurter si violemment les étudiants. La classe ouvrière a déjà engagé la lutte pour sa libération. Et elle doit se souvenir que cette grande lutte lui impose de grandes obligations ; qu'elle ne saurait se libérer du despotisme sans en libérer en même temps tout le peuple : qu'elle est tenue, avant et par-dessus tout, de faire écho à toute protestation politique et de la soutenir par tous les moyens... Et il est indigne du titre de socialiste, l'ouvrier qui peut voir d'un œil indifférent le gouvernement envoyer la troupe contre la jeunesse universitaire. L'étudiant a aidé l'ouvrier ; l'ouvrier doit venir au secours de l'étudiant. Le gouvernement veut tromper le peuple quand il affirme que préparer une protestation politique, c'est tout simplement troubler l'ordre et la tranquillité. Les ouvriers doivent déclarer et expliquer publiquement aux masses que c'est un mensonge, que le véritable foyer de violence d'excès et de débordements, c'est le gouvernement autocratique russe lui-même, l'arbitraire de la police et des fonctionnaires.

(Les intertitres sont de L.O.)

(1) A l'époque, révolutionnaires.



J. Sauvageot, vice-président de l'U.N.E.F.

(Photo AFP)

SYNDICALISME ETUDIANT ou CONTESTATION POLITIQUE

AUX assises de l'U.N.E.F. qui viennent de se dérouler à Grenoble, a été abordé le problème qui est au centre des préoccupations de tous les étudiants qui ont participé au mouvement de mai : l'U.N.E.F. doit-elle être simplement une organisation syndicale défendant les intérêts des étudiants ou bien doit-elle, comme elle l'a fait en mai, continuer à agir en tant que force politique ? Pour les tenants de la première conception, qui est celle défendue par les membres de l'U.E.C., le problème est simple : l'U.N.E.F. ne doit pas sortir de son rôle purement syndical de défense des intérêts spécifiques des étudiants.

Pour les étudiants staliniens sa tâche est de soutenir « les revendications légitimes de la masse des étudiants et de travailler au rassemblement de toutes les forces sociales opposées à l'oligarchie financière », c'est-à-dire, dans la pratique, s'intégrer au troupeau bêlant des partisans de la « démocratie rénovée » et du « passage pacifique » sous la direction du P.C.F. En fait l'U.E.C. veut châtrer politiquement l'U.N.E.F. qui, comme direction « gauchiste et irresponsable » des luttes des jeunes, est apparue à certains comme l'ennemie à abattre.

Mais d'autres étudiants, dont la sincérité révolutionnaire ne peut être mise en doute, développent des thèmes qui, dans la forme, rejoignent ceux de l'U.E.C. Pour ces camarades, l'U.N.E.F., organisation syndicale étudiante, devrait cantonner son rôle politique à une pression sur les grandes organisations syndicales ouvrières au niveau des bureaux confédéraux. Il s'agit d'obliger, par le canal de l'U.N.E.F., la C.G.T., F.O. et la C.F.D.T. à engager la lutte contre le pouvoir gaulliste. Mais pour ce faire, l'U.N.E.F. doit demeurer un syndicat étudiant représentatif et s'atteler à la défense des intérêts étudiants spécifiques.

Pour parvenir à un tel résultat, les camarades qui défendent cette position sont obligés de calquer schématiquement les structures et les buts du syndicalisme ouvrier sur le milieu étudiant. Et c'est là que le bât blesse.

L'U.N.E.F. ne peut être la réplique étudiante du syndicalisme ouvrier car le milieu étudiant n'est nullement comparable au prolétariat.

Le but du syndicalisme ouvrier est de défendre les intérêts communs de la classe ouvrière dans son ensemble, de tous les travailleurs. Et cela est possible car les intérêts les opposent, en tant que classe, à l'ensemble des capitalistes, à la bourgeoisie.

Chez les étudiants rien de semblable. D'abord un grand nombre d'entre eux font partie intégrante de la bourgeoisie. De plus par leur position « à la fois de victimes et d'auxiliaires du capital » ils n'ont pas, à long terme, d'intérêts communs à défendre qui les opposeraient à la bourgeoisie. De ce fait le « syndicalisme étudiant » en tant que tel n'a guère de sens.

D'ailleurs, l'U.N.E.F. en a donné maintes fois la preuve. Que ce soit durant la guerre d'Algérie ou les événements de mai 1968, elle n'a pu jouer le rôle qui fut le sien que parce qu'elle servit de canal à **l'expression politique** de milliers de jeunes étudiants ou non, qui se sentaient trahis et abandonnés par les organisations traditionnelles. Vouloir aujourd'hui lui faire abandonner ce rôle au profit de la « défense des intérêts immédiats des étudiants » serait faire un pas en arrière et non un pas en avant.

Cela dit, il ne faut pas exagérer les possibilités réelles d'intervention de l'U.N.E.F. dans la période de luttes qui s'ouvre devant le mouvement ouvrier.

Les luttes à venir auront sans doute un tout autre caractère que celles que nous venons de vivre. Mais là encore, le secteur décisif sera la classe ouvrière. Il s'agira pour les militants révolutionnaires d'être présents dans les entreprises, les bureaux, c'est-à-dire dans la classe ouvrière. Et de ce point de vue, le problème posé est celui de la construction du parti révolutionnaire.

L'U.N.E.F. ne peut, bien sûr, jouer ce rôle, et de cela, la plupart des étudiants révolutionnaires en sont convaincus malgré les âneries qu'ânonne "l'Humanité" sur la formation d'un soi-disant « parti étudiant ».

Mais en continuant à montrer que la lutte des jeunes et des étudiants ne pourra aboutir que par un renversement violent du capitalisme, l'U.N.E.F. doit encore servir de porte-parole à la voix des révolutionnaires alors que la rentrée s'annonce difficile.

l'arrestation des militants du XIe arrondissement : MANŒUVRE D'INTIMIDATION

LE jeudi 10 juillet la police faisait irruption dans une réunion du « Comité de Liaison Etudiants-Ouvriers » du 11e arrondissement de Paris, interpelaient les 41 militants de Paris qui y participaient et en « gardait à vue » 8 d'entre eux.

Prétexte de l'intervention : un certain nombre de ces militants étaient accusés de sympathiser avec les idées de la « Jeunesse Communiste Révolutionnaire », une des organisations révolutionnaires dissoutes par le Pouvoir.

Mais en fait cela n'est qu'un prétexte. Car il ne viendrait pas à l'idée du gouvernement d'intervenir dans une réunion de la C.G.T. en argant la présence de sympathisants « O.C.I. ou V.O. » en son sein et de mettre sous les verrous les « coupables ». Et pourtant l'argumentation serait du même acabit.

En réalité ce que veut le Pouvoir, c'est tenter d'effrayer les jeunes qui ont pris conscience en mai de l'importance des idées révolutionnaires et qui cherchent plus ou moins confusément à s'organiser dans les « Comités d'Action », les « Comités de liaison étudiants-ouvriers » ou les « Comités de base ». Et pour ce faire il utilisera tous les prétextes juridiques possibles. Mais il n'y parviendra pas.

Car ce ne sont pas ses pandores qui pourront empêcher la diffusion des idées révolutionnaires.

L:U.S.T.M.-C.G.T. et le P.S.U. ont protesté contre cette opération de police. Et en cela, ces organisations doivent être suivies par tous ceux qui ne veulent pas laisser fouler aux pieds les libertés démocratiques par les gaullistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Directeur Publication
Michel Rodinson

Abonnements :
6 mois .... 15 F
1 an ..... 25 F

Abonnements de soutien :
6 mois .... 30 F
1 an ..... 50 F

Correspondance :
M. RODINSON
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
PARIS-6e

Distribuée par les N.M.P.P.

Imprimerie MORIAME - Paris